

Lettre d'info SUD éducation Ariège – 10 mai 2016



Sud éducation Ariège
21 rue des chapeliers
BP 50128- 09003 FOIX
05 61 65 56 16 (mercredi et vendredi)
06 31 97 85 54
sudeducationariege@yahoo.fr
<http://www.sudeduc09.org>

1/ 49.3 et Loi « Travail », une insulte au peuple



1 307 000 signataires contre la loi travail, des centaines de milliers de manifestant-e-s à plusieurs reprises dans les rues, 200 #NuitDebout en France, 71% de la population contre la loi travail : la seule réponse du gouvernement c'est le passage en force et la répression !

Après deux mois de manifestations massives contre le projet de "Loi Travail" et une opinion publique majoritairement opposée à ce texte, le gouvernement Hollande-Valls menace d'utiliser le 49.3 pour empêcher le débat à l'Assemblée nationale. Le rapporteur du projet,

le député PS Christophe Sirugue, avoue qu'il manque 40 voix au parlement pour l'approuver. La majorité est donc divisée face à cette loi qui serait un recul sans précédent des droits des travailleuses et des travailleurs en France, un retour au XIXe siècle.

En mars, Manuel Valls menaçait de démissionner s'il était empêché d'appliquer la loi El Khomri. Aujourd'hui il brandit la menace du 49.3. Ce déni de démocratie après un mouvement social qui a regroupé des centaines de milliers de personnes dans la rue, dans les entreprises, les universités, les lycées et sur les places de France est une insulte au peuple de ce pays.

Plusieurs commissions de Nuit Debout Paris dénoncent cette volonté de passage en force. Si Manuel Valls persiste dans cette voie, nous répondrons par tous les moyens légitimes en proportion au mépris affiché. Nous appelons toutes et tous les démocrates à se mobiliser contre cette dernière attaque contre nos droits sociaux et notre démocratie.

Démocrates, debout !

2/ Les député-es doivent écouter la rue ! Grève reconductible pour le retrait de la loi Travail

Alors que le débat parlementaire vient de commencer, nous en sommes aujourd'hui à plus d'un mois et demi de lutte depuis la première manifestation le 9 mars et la pétition qui lancent le mouvement contre la loi Travail. Le rapport de forces que nous avons ainsi créé, a obligé le gouvernement à quelques reculs par rapport au projet initialement concocté avec le MEDEF. Mais

celui-ci reste totalement inacceptable.

En apportant quelques aménagements, en répondant ici ou là à des revendications catégorielles, le gouvernement a joué et continue à jouer la division : entre organisations syndicales dans un premier temps, entre mouvements de jeunesse et syndicats ensuite. Si cela a suffi à satisfaire CFDT, UNSA ou CGC, pour l'essentiel les manœuvres de division ont échoué : des collectifs de base CFDT ou UNSA sont toujours dans la lutte, d'autres syndicats (CNT-SO, CNT, LAB,...) aussi, et le front commun entre CGT/FO/Solidaires/FSU et mouvements de jeunesse demeure. Il continue à réclamer le retrait du projet de loi Travail.



Face à la répression et les violences policières, Solidaires affirme que les syndicalistes et les jeunes ne sont pas des criminels : ils ne font que s'opposer par des voies démocratiques aux mesures de régression sociale que le gouvernement veut imposer par la force.

(lire la suite : <http://www.solidaires.org/Les-depute-es-doivent-ecouter-la-rue-Grève-reconductible-pour-le-retrait-de-la>)

3/ Agissons contre la loi travail et son monde

les actions organisées ces prochains jours en Ariège (et ailleurs) revêtent donc une importance cruciale et une participation massive de notre part est impérative

- **ce mercredi 18h30 à Pamiers**, rassemblement devant la permanence de notre député Fauré (chaud partisan de la Loi) rue G. Peri près de la place de la république

- **à la même heure à Foix** rassemblement devant la permanence de notre députée Massat (tout aussi partisane de la Loi), à proximité de la halle vilotte/ derrière le monument de la résistance /office tourisme

Jeudi 12/05 : Grèves et rassemblements

- **à midi** sur le rond point de verniole (proximité centre commercial super u ,brico marché, mac do et zone industrielle) **rassemblement, pique nique, distribution de tracts et barrage filtrant**

- **à 14h -14h30** zone de peysales, à foix (à proximité du mac do , derrière le crédit agricole , près de pole emploi) : **rassemblement et action en direction des représentants du patronat**

- **le soir à partir de 18h** halle vilotte foix **NUIT DEBOUT** spéciale après 1 mois de présence quotidienne , bilan, perspectives , AG

Mardi 17/05 au matin sur Pamiers : Grève, rassemblement et action de blocage économique



Et dès Mercredi 18/05 : appel à la reconduction de la grève !

4/ Enseignant-e-s du 1er degré : la prime d'ISAE augmente. L'austérité salariale demeure !

Lors de la grande messe d'auto-célébration des bienfaits de la refondation de l'école organisée les 2 et 3 mai , le premier ministre a annoncé l'augmentation de la prime annuelle d'ISAE.

800 euros de plus pour les professeur-es des écoles afin d'aligner cette prime sur la prime d'ISOE des professeur-es du second degré. L'ISAE passe donc de 400 euros à 1200 euros par an. Elle sera versée à partir de la rentrée 2017 et répartie mensuellement.

Cette augmentation va certes améliorer le revenu mensuel des professeurs des écoles mais elle ne rattrapera pas les pertes de salaires subies depuis 2000 estimées à plusieurs centaines d'euros par mois.

De plus il ne s'agit pas d'une augmentation de salaire mais de l'augmentation d'une prime qui ne sera pas prise en compte dans le calcul des indemnités pour la retraite.

Le gouvernement l'inscrit dans le cadre des mesures dites « de priorité au premier degré » et la présente comme une reconnaissance du travail et des compétences des professeur-es des écoles.

Une reconnaissance qui tombe à pic, en plein mouvement de protestation contre la loi travail et un an avant les élections présidentielles.

Il est heureux qu'au bout de 4 ans de mandature, ce gouvernement se décide à reconnaître les compétences des enseignant-es du 1er degré.

La ficelle est néanmoins un peu grosse, et on peut noter, qu'il a été beaucoup plus prompt à reconnaître celles de la hiérarchie, en attribuant à ces différents échelons de multiples primes faramineuses et autres revalorisations salariales et ce dès le début de son mandat.

Elle masque aussi difficilement les choix anti sociaux de ce gouvernement qui a d'abord choisi de renforcer la hiérarchie en l'achetant à coup de primes au rendement et au mérite contre les revendications des personnels.

Cette augmentation ne fera pas oublier aux personnels le manque de moyens et les conditions de travail toujours plus difficiles et toujours plus dégradées dans lesquelles ils et elles exercent.

Cette prime n'allégera pas non plus les missions des personnels toujours plus nombreuses et ne fera pas taire l'opposition aux contre réformes avec en tête la réforme des rythmes scolaires et la territorialisation de l'école.

Si cette prime augmente, la politique d'austérité salariale n'en demeure pas moins et il aura fallu attendre 10 ans pour que les salaires des fonctionnaires soient dégelés avec une pitoyable augmentation du point d'indice de 1,2 %, effective de surcroît en deux fois.

Pour SUD éducation, la dégradation des conditions de travail et les régressions sociales ne se monnaient pas !

La reconnaissance des conditions de travail et d'exercice des enseignant-es du 1er degré passe par la baisse de leur temps de service hebdomadaire avec 18h devant élèves plus 6h pour les concertations.

SUD éducation revendique :

- ▶ **Augmentation générale des salaires de tous les personnels**
- ▶ **l'intégration des primes et indemnités générales aux salaires**
- ▶ **Réduction des écarts salariaux**
- ▶ **Aucun salaire au-dessous de 1 700 euros net**

Communiqué de la fédération SUD éducation du 9 mai 2016